

Les pays des Balkans s'impatientent à la porte de l'Union européenne

UE/Balkans Ils devraient dire, lors du sommet de Trieste, qu'ils ne veulent pas de succédané à l'adhésion.

Jean-Arnault Dérens et Laurent Geslin
Correspondants dans les Balkans

M ercredi, c'est à Trieste, en Italie, que les Balkans ont rendez-vous avec l'Union européenne, après les sommets de Berlin, Vienne et Paris. Le "processus de Berlin", initié par l'Allemagne, vise à combler le vide politique laissé par la suspension du processus d'élargissement européen, annoncé par Jean-Claude Juncker, dès sa prise de fonction à la tête de la Commission, en 2014.

En juillet 2016, le sommet de Paris s'était tenu dans une ambiance plombée par le vote du Brexit, quelques semaines plus tôt, mais cette année, les inquiétudes ne sont pas moindres. Les pays des Balkans, tous engagés à des degrés divers d'avancement dans le long processus d'adhésion, craignent d'être les laissés-pour-compte d'une Europe en crise. L'impatience est particulièrement sensible dans le "groupe de tête", l'Albanie, le Monténégro et la Serbie, qui ont déjà ouvert depuis plusieurs années leurs négociations d'adhésion. Ces Etats craignent même d'être "retardés" par leurs voisins moins avancés - la Bosnie-Herzégovine et la Macédoine, qui n'ont pas entamé les négociations, ainsi que le Kosovo, candidat "virtuel".

Le Monténégro et l'Albanie sont frustrés

Le sommet de Trieste devrait se pencher sur la création d'une union douanière, une sorte de marché commun régional, mais cette idée, lancée en mars par le président serbe, Aleksandar Vucic, suscite de vives réticences en Al-

banie et au Monténégro, qui craignent qu'un tel projet ne serve de succédané à l'intégration européenne. *"Ce n'est pas la première fois qu'une idée de ce genre est avancée: au lieu d'entrer dans l'UE, on veut rassembler la région sur le même modèle que l'UE. On en reviendrait à peu près à ce que nous connaissions déjà dans l'ancienne Yougoslavie: la libre circulation des personnes, des biens, des capitaux. Un tel projet ramènerait le Monténégro à la case départ, à la position des Etats qui commencent à peine à négocier avec l'UE, alors que nous avons déjà ouvert les deux tiers des chapitres de négociation, et en avons même refermés quelques-uns",* s'indignait récemment le député monténégrin Predrag Sekulic. *"Tout le monde a envie de devenir membre de l'UE le plus vite possible, pas de créer une espèce de nouvelle fédération pour attendre ensuite durant dix ans une éventuelle intégration groupée",* ajoutait-il.

"Tout le monde a envie de devenir membre de l'UE le plus vite possible, pas de créer une espèce de nouvelle fédération."

Pedrag Sekulic
Député monténégrin.

Le Premier ministre albanais, Edi Rama, a, lui aussi, déclaré qu'il n'accepterait *"aucune alternative à l'intégration européenne"*. Les craintes sont d'autant plus vives que tous les dirigeants politiques de la région ont fait de cette perspective l'alpha et l'omega de leurs politiques, même les anciens nationalistes au pouvoir en Serbie. Paradoxalement, cette conversion des élites de la région est survenue au moment

même où la perspective de l'intégration s'éloignait, du fait de la crise de l'Union.

Alors que la région connaît toujours un chômage structurel de masse et ne sort pas d'un marasme économique qui entraîne un exode massif des forces vives des Balkans vers les pays occidentaux, les quelques mesurées que le "processus de Berlin" pourrait aider à mettre en œuvre, comme la création d'un Office régional de la jeunesse, déjà actée lors du Sommet de Paris, ou celle, qui devrait être décidée à Trieste, d'un programme régional d'échanges universitaires, ne sauraient suffire à calmer les frustrations croissantes.